

UNIVERSITE DE MONTPELLIER
FACULTE DE DROIT ET DE SCIENCE POLITIQUE

COURS DE DROIT CIVIL DE LICENCE 2
(Les obligations : 2ème semestre, Les quasi-contrats, La
responsabilité)

Groupe A(cours du professeur R. Cabrillac)

ANNEE 2025/2026

Document de travaux dirigés

Liste des thèmes:

- 1) Les quasi-contrats : le paiement de l'indu
- 2) Les quasi-contrats : l'enrichissement sans cause
- 3) Le concept de responsabilité
- 4) La responsabilité civile du fait personnel
- 5) La responsabilité du fait des choses (principe général)
- 6) La responsabilité du fait des choses (causes d'exonération)
- 7) La responsabilité du fait d'autrui (principe général)
- 8) La responsabilité du fait d'autrui (responsabilité des père et mère)
- 9) La responsabilité du fait d'autrui (responsabilité des commettants)
- 10) Synthèse: la responsabilité, cas pratique récapitulatif

PROJET de REFORME DU DROIT DE LA RESPONSABILITE (mars 2017) : Consultez le texte sur le site :

<https://www.justice.gouv.fr/actualites/espace-presse/projet-reforme-du-droit-responsabilite-civile>

THEME n° 1 : LES QUASI-CONTRATS (le paiement de l'indû) :

Commentez l'arrêt suivant : Ass. pl. 2 avr. 1993, D. 1993.373, concl. Jéol ; JCP 1993.II. 22501, concl. Jéol ; RTDciv. 1993.820, obs. J. Mestre.

Attendu, selon l'arrêt attaqué (Douai, 24 mars 1989), que la société Jeumont-Schneider qui avait, au cours de l'année 1985, versé à certains de ses salariés, des indemnités dites de départ volontaire, a demandé le remboursement des cotisations de sécurité sociale calculées sur ces indemnités et payées au fur et à mesure de leur règlement ;

Sur le premier moyen : Attendu que l'URSSAF de Valenciennes fait grief à la cour d'appel d'avoir accueilli cette demande, aux motifs que le principe de l'exclusion de ces indemnités de départ volontaire de l'assiette des cotisations avait été affirmé par un arrêt de la Cour de Cassation du 28 juin 1979 et qu'ainsi le versement effectué au cours de l'année 1985 n'était pas dû, alors, selon le moyen, que l'exclusion de l'assiette des sommes versées en sus des indemnités légales ou conventionnelles n'ayant été reconnue que par un arrêt de la Cour de Cassation du 27 novembre 1985, une demande de remboursement ne pouvait se fonder sur une modification de la jurisprudence postérieure au paiement ; qu'en statuant comme ils ont fait, les juges du second degré auraient violé l'article L. 242-1 du Code de la sécurité sociale ;

Mais attendu qu'il résulte des articles 1235 et 1376 du Code civil que ce qui a été payé indûment est sujet à répétition ; que les indemnités, versées par l'employeur aux salariés qui acceptent de quitter volontairement l'entreprise et qui ont, comme les indemnités légales ou conventionnelles de licenciement, le caractère de dommages-intérêts, compensant le préjudice né de la rupture du contrat de travail, ne doivent pas être incluses dans l'assiette des cotisations de sécurité sociale ; que, dès lors, les cotisations litigieuses n'étant pas dues, la société Jeumont-Schneider était en droit, sans être tenue à aucune autre preuve, d'en obtenir la restitution ; que, par ces motifs de pur droit, substitués à ceux critiqués par le pourvoi, l'arrêt se trouve justifié ;

Sur le second moyen, pris en ses deux branches : Attendu qu'il est encore reproché à l'arrêt attaqué d'avoir décidé que les intérêts légaux des sommes indûment perçues devaient courir à compter du jour de la demande, alors que, selon le moyen, d'une part, ces intérêts ne pouvaient courir qu'à la date à laquelle le caractère indu du paiement serait reconnu, et alors que, d'autre part, la cour d'appel ne pouvait allouer les intérêts légaux d'une somme dont le montant n'était pas encore arrêté ; qu'elle a ainsi violé l'article 455 du nouveau Code de procédure civile ;

Mais attendu que celui qui, de bonne foi, a reçu une somme qui ne lui était pas due, est obligé de la restituer avec les intérêts moratoires du jour de la demande, dès lors que le montant de ladite somme peut être déterminé par l'application de dispositions légales ou réglementaires, ou par convention ; que la cour d'appel, en statuant comme elle a fait, après avoir seulement autorisé l'URSSAF à vérifier le montant des cotisations sujettes à répétition, n'a pas encouru les griefs du second moyen ;

D'où il suit qu'aucun des moyens ne peut être accueilli ;

PAR CES MOTIFS : REJETTE le pourvoi.

THEME n° 2 : LES QUASI-CONTRATS (l'enrichissement sans cause) :

Commentaire d'arrêt: Civ., 1, 25 fév. 2003, n° 00-18.572

AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

LA COUR DE CASSATION, PREMIERE CHAMBRE CIVILE, a rendu l'arrêt suivant :

Sur le premier moyen, pris en sa première branche :

Vu l'article 1371 du Code civil ;

Attendu que nul ne peut s'enrichir sans cause aux dépens d'autrui ;

Attendu qu'un jugement est intervenu en 1992 entre les enfants et petits-enfants des époux X..., hébergés à la Maison de retraite et de gériatrie de la Fondation de Rothschild (la fondation), fixant la répartition de la créance alimentaire de ceux-ci ; que la décision n'a pas été exécutée ; qu'après les décès des parents, survenus en 1993, la fondation, invoquant l'enrichissement sans cause, a réclamé aux enfants le paiement de frais de séjour non soldés ;

Attendu que pour rejeter l'action, la cour d'appel en a affirmé le caractère subsidiaire, la demande de la fondation trouvant sa cause dans le contrat qui liait celle-ci aux époux X... ; qu'en statuant ainsi, alors que ce contrat justifiait l'appauvrissement de la fondation dans sa relation avec les époux X..., mais non l'enrichissement corrélatif de leurs débiteurs alimentaires pris en cette seule qualité et à l'égard desquels elle n'entretenait aucun rapport ni ne disposait d'aucune voie de droit directe ou oblique, la cour d'appel a violé par refus d'application le texte susvisé ;

PAR CES MOTIFS, et sans qu'il soit besoin de se prononcer sur la seconde branche du premier moyen ni sur les deux autres moyens :

CASSE ET ANNULE, dans toutes ses dispositions, l'arrêt rendu le 19 mai 2000, entre les parties, par la cour d'appel de Paris ;

remet, en conséquence, la cause et les parties dans l'état où

elles se trouvaient avant ledit arrêt et, pour être fait droit, les renvoie devant la cour d'appel de Paris, autrement composée ;

Condamne les consorts X... aux dépens ;

Vu l'article 700 du nouveau Code de procédure civile, rejette les demandes des parties ;

Dit que sur les diligences du procureur général près la Cour de Cassation, le présent arrêt sera transmis pour être transcrit en marge ou à la suite de l'arrêt cassé ;

Ainsi fait et jugé par la Cour de Cassation, Première chambre civile, et prononcé par le président en son audience publique du vingt-cinq février deux mille trois.

Rechercher pour le commentaire: Req. 15 juin 1892, DP 1892, 1, 596; S. 1893, 1, 281, note Labbé.

THEME n° 3 : LE CONCEPT DE RESPONSABILITE :

Dissertation : La responsabilité contractuelle vrai ou faux concept ?

Pour traiter la question, vous vous servirez des connaissances vues ce semestre mais aussi le semestre dernier.

L'article fondateur, à consulter est :

P. Rémy, « La « responsabilité contractuelle », histoire d'un faux concept, RTDCiv. 1997, p. 323 et s.

Vous confronterez cet article à l'analyse doctrinale dominante, à la réforme de la responsabilité contractuelle, au projet de réforme de la responsabilité extra-contractuelle..

THEME n° 4 : LA RESPONSABILITE DU FAIT PERSONNEL :

Commentaire d'arrêt:

Ass. pl. 9 mai 1984, JCP 1984, II, 20256, note P. JOURDAIN; D. 1984, 525, note F. CHABAS.

LA COUR DE CASSATION, statuant en ASSEMBLEE PLENIERE, a rendu l'arrêt suivant :

Sur les pourvois formés par M. Hammou X..., agissant tant en son nom personnel qu'en sa qualité de représentant légal de ses enfants mineurs Kamel, né le 6 juin 1971, Lila, née le 4 juillet 1972, Habib, né le 6 novembre 1974 et Fatiha, née le 25 juillet 1976, et par Mme Drifa X..., demeurant ...,

en cassation d'un arrêt rendu le 9 juillet 1980 par la Cour d'appel de Nancy (Chambre des appels correctionnels), qui a confirmé le jugement du Tribunal correctionnel de Thionville en date du 21 janvier 1977 sur la responsabilité de l'accident causé par M. Jean-Pierre Z..., demeurant à Nilvange (57240), Knutange-Nilvange, ..., à la jeune Fatiha X..., et l'attribution de dommages et intérêts ainsi que sur le montant des prestations dues à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Thionville, dont le siège est ...,

M. et Mme X... se sont pourvus en cassation contre l'arrêt de la Cour d'appel de Metz en date du 1er juillet 1977.

Cet arrêt a été cassé le 13 décembre 1978 par la Chambre Criminelle de la cour de cassation. La cause et les parties ont été renvoyées devant la Cour d'appel de Nancy qui a statué par arrêt du 9 juillet 1980.

Un pourvoi ayant été formé contre l'arrêt de la Cour d'appel de Nancy, le Premier Président a, constatant que ce recours pose la question de savoir s'il est possible de retenir à la charge d'un enfant victime de blessures ou d'homicide involontaires une faute ayant contribué à la réalisation de son dommage, sans rechercher si cet enfant avait la capacité de discerner les conséquences de l'acte fautif qu'il a commis ; qu'il s'agit d'une question de principe et que les juges du fond divergent sur la solution susceptible d'être apportée à ce problème, par ordonnance du 15 mars 1983, renvoyé la cause et les parties devant l'Assemblée plénière.

M. et Mme X... invoquent devant cette assemblée, à l'appui de leur pourvoi, les deux moyens suivants :

PREMIER MOYEN DE CASSATION.

"Violation des articles 319 du Code Pénal, R 10, R219, R220, R232 du Code de la Route, 2, 485, 593 du Code de Procédure Pénale, défaut de réponse à conclusions, défaut de motifs, manque de base légale.

EN CE QUE l'arrêt attaqué a procédé à un partage de responsabilité par moitié entre le conducteur et la victime ;

AUX MOTIFS QUE c'est à juste titre que les premiers juges ont retenu la faute de la victime qui n'aurait jamais dû s'engager dans la traversée d'une route même sur un passage protégé, au moment où la voiture arrivait à dix mètres d'elle ; qu'il existait un danger immédiat ; que cette irruption a rendu impossible toute manoeuvre de sauvetage de la part de l'automobiliste ; que le prévenu a fait preuve d'un défaut d'attention caractérisé principalement par le fait qu'ayant remarqué de loin les deux fillettes sur le trottoir, il n'a pas mobilisé son attention sur leur comportement de sorte qu'il s'est laissé surprendre par l'irruption inconsciente de l'une d'elles sur

la chaussée et qu'il n'a pu rester maître de son véhicule entraîné par une vitesse trop grande en fonction des circonstances.

ALORS QUE, d'une part, le défaut de discernement exclut toute responsabilité de la victime, que les exposants soulignaient dans leurs conclusions produites devant la Cour de Metz et reprises devant la Cour de renvoi que la victime, âgée de 5 ans et 9 mois à l'époque de l'accident était beaucoup trop jeune pour apprécier les conséquences de ses actes ; qu'en ne répondant pas à ce chef péremptoire des conclusions, la Cour n'a pas légalement justifié sa décision ;

ALORS, d'autre part, et en tout état de cause, que la Cour n'a pu sans contradiction relever, d'un côté, l'existence d'une faute de la victime et, d'un autre côté, faire état de l'irruption inconsciente de la victime.

ALORS, enfin, que la Cour d'appel relève que l'automobiliste a commis une faute d'attention à l'approche d'un passage pour piétons sur une section de route où la possibilité de la présence d'enfants est signalée par des panneaux routiers, qu'ayant remarqué de loin les deux fillettes sur le trottoir, il n'a pas mobilisé son attention sur leur comportement ; qu'en ne déduisant pas de ces énonciations l'entière responsabilité de M. Z... la Cour n'a pas tiré de ses propres constatations les conséquences légales qui s'en évinçaient nécessairement".

SECOND MOYEN DE CASSATION.

"Violation de l'article L 397 du Code de la Sécurité Sociale, 1382 du Code Civil, 593 du Code de la procédure pénale, défaut et contradiction de motifs, manque de base légale.

EN CE QUE l'arrêt attaqué a déduit de la somme de 4404,50 F allouée à M. X... père à titre de préjudice matériel, la créance de la CPAM de Thionville soit la somme de 2435 F tout en condamnant le prévenu à payer à la CPAM la somme de 2435 F montant des prestations servies à l'occasion de l'accident survenu à la jeune Fatiha.

ALORS QUE, lorsqu'un accident de droit commun dont un assuré social a été la victime est imputable à un tiers, l'action en remboursement des organismes de Sécurité Sociale s'exerce dans la limite de l'indemnité mise à la charge du tiers responsable, à l'exclusion, s'il s'agit d'un accident mortel, de la part d'indemnité correspondant au préjudice moral des ayants droit ; que dès lors la Cour d'appel ne pouvait sans se contredire, et violer le principe de la réparation de l'intégralité du préjudice, condamner tout à la fois le tiers responsable, M. Z..., et le père de la victime à rembourser à la Caisse le montant des prestations servies à l'occasion de l'accident survenu à l'enfant Fatiha".

Ces moyens ont été formulés dans un mémoire ampliatif déposé au Secrétariat-Greffes de la Cour de Cassation par Me Choucroy, avocat de M. et Mme X....

Un mémoire en défense a été produit par Me Célice, avocat de M. Z....

Sur quoi, la Cour, en l'audience publique de ce jour, statuant en Assemblée plénière,

Joignant les pourvois en raison de leur connexité ;

Sur le premier moyen :

Attendu, selon l'arrêt attaqué (Nancy, 9 juillet 1980), statuant sur renvoi après cassation, que la jeune Fatiha X..., alors âgée de 5 ans, a été heurtée le 10 avril 1976 sur un passage protégé et a été mortellement blessée par une voiture conduite par M. Z... ; que, tout en déclarant celui-ci coupable d'homicide involontaire, la Cour d'appel a partagé par moitié la responsabilité des conséquences dommageables de l'accident ;

Attendu que les époux X... Y... font grief à l'arrêt d'avoir procédé à un tel partage alors, selon le moyen, que, d'une part, le défaut de discernement exclut toute responsabilité de la victime, que les époux X... soulignaient dans leurs conclusions produites devant la Cour d'appel de Metz et reprises devant la Cour de renvoi que la victime, âgée de 5 ans et 9 mois à l'époque de l'accident, était beaucoup trop jeune pour apprécier les conséquences de ses actes ; qu'en ne répondant pas à

ce chef péremptoire des conclusions, la Cour d'appel n'a pas légalement justifié sa décision ; alors, d'autre part, et en tout état de cause, que la Cour d'appel n'a pu, sans contradiction, relever, d'un côté, l'existence d'une faute de la victime et, d'un autre côté, faire état de l'irruption inconsciente de la victime ; alors, enfin, que la Cour d'appel relève que l'automobiliste a commis une faute d'attention à l'approche d'un passage pour piétons sur une section de route où la possibilité de la présence d'enfants est signalée par des panneaux routiers, qu'ayant remarqué de loin les deux fillettes sur le trottoir, il n'a pas mobilisé son attention sur leur comportement ; qu'en ne déduisant pas de ces énonciations l'entière responsabilité de M. Z..., la Cour d'appel n'a pas tiré de ses propres constatations les conséquences légales qui s'en évinçaient nécessairement ;

Mais attendu qu'après avoir retenu le défaut d'attention de M. Z... et constaté que la jeune Fatiha, s'élançant sur la chaussée, l'avait soudainement traversée malgré le danger immédiat de l'arrivée de la voiture de M. Z... et avait fait aussitôt demi-tour pour revenir sur le trottoir, l'arrêt énonce que cette irruption intempestive avait rendu impossible toute manoeuvre de sauvetage de l'automobiliste ;

Qu'en l'état de ces constatations et énonciations, la Cour d'appel, qui n'était pas tenue de vérifier si la mineure était capable de discerner les conséquences de tels actes, a pu, sans se contredire, retenir, sur le fondement de l'article 1382 du Code civil, que la victime avait commis une faute qui avait concouru, avec celle de M. Z..., à la réalisation du dommage dans une proportion souverainement appréciée ;

D'où il suit que le moyen n'est pas fondé ;

Sur le second moyen :

Attendu que les époux X... reprochent à l'arrêt d'avoir déduit de la somme de 4404,50 francs allouée à M. X... père à titre de préjudice matériel, la créance de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie (C.P.A.M.) de Thionville soit la somme de 2435 francs tout en condamnant le prévenu à payer à la C.P.A.M. la somme de 2435 francs, montant des prestations servies à l'occasion de l'accident survenu à la jeune Fatiha ; alors que, lorsqu'un accident de droit commun dont un assuré social a été la victime est imputable à un tiers, l'action en remboursement des organismes de Sécurité Sociale s'exerce dans la limite de l'indemnité mise à la charge du tiers responsable, à l'exclusion, s'il s'agit d'un accident mortel, de la part d'indemnité correspondant au préjudice moral des ayants-droit ; que dès lors, la Cour d'appel ne pouvait, sans se contredire et violer le principe de la réparation de l'intégralité du préjudice, condamner tout à la fois le tiers responsable M. Z..., et le père de la victime à rembourser à la Caisse le montant des prestations servies à l'occasion de l'accident survenu à l'enfant Fatiha ;

Mais attendu qu'ayant, compte tenu du partage de responsabilité, évalué le montant du préjudice matériel subi par M. X..., l'arrêt, sans se contredire, a déduit à bon droit de la somme ainsi déterminée la créance de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie ;

D'où il suit que le moyen n'est pas fondé ;

PAR CES MOTIFS :

REJETTE les pourvois formés contre l'arrêt rendu le 9 juillet 1980 par la Cour d'appel de Nancy ;

THEME n° 5 : LA RESPONSABILITE DU FAIT DES CHOSES (principe
général):

Commentaire d'arrêt:

- Ch. réunies, 13 fév. 1930, DP 1930, 1, 57, rapp. LE
MARC'HADOUR, concl. MATTER, note RIPERT; S 1930, 1, 121, note
ESMEIN.

REPUBLIQUE FRANCAISE AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

CASSATION, sur le pourvoi de la dame veuve X..., d'un arrêt
rendu, le 7 juillet 1927, par la cour d'appel de Lyon, au profit
de la Société anonyme "Aux Galeries Belfortaises".

LA COUR,

Statuant toutes chambres réunies ;

Oùï, aux audiences publiques des 12 et 13 février 1930, M. le
conseiller Le Marc'hadour, en son rapport ; Maîtres Jaubert et
Labbé, avocats des parties, en leurs observations respectives, M.
le procureur général Matter, en ses conclusions ; Et après en
avoir délibéré en la chambre du conseil ;

Statuant sur le moyen du pourvoi :

Vu l'article 1384, alinéa 1er, du Code civil ;

Attendu que la présomption de responsabilité établie par cet
article à l'encontre de celui qui a sous sa garde la chose
inanimée qui a causé un dommage à autrui ne peut être détruite
que par la preuve d'un cas fortuit ou de force majeure ou d'une
cause étrangère qui ne lui soit pas imputable ; qu'il ne suffit
pas de prouver qu'il n'a commis aucune faute ou que la cause du
fait dommageable est demeurée inconnue ;

Attendu que, le 22 avril 1926, un camion automobile appartenant à
la Société "Aux Galeries Belfortaises" a renversé et blessé la
mineure Lise X... ; que l'arrêt attaqué a refusé d'appliquer le
texte susvisé par le motif que l'accident causé par une
automobile en mouvement sous l'impulsion et la direction de
l'homme ne constituait pas, alors qu'aucune preuve n'existe qu'il
soit dû à un vice propre de la voiture, le fait de la chose que
l'on a sous sa garde dans les termes de l'article 1384, alinéa
1er, et que, dès lors, la victime était tenue, pour obtenir
réparation du préjudice, d'établir à la charge du conducteur une

faute qui lui fût imputable ;

Mais attendu que la loi, pour l'application de la présomption qu'elle édicte, ne distingue pas suivant que la chose qui a causé le dommage était ou non actionnée par la main de l'homme ; qu'il n'est pas nécessaire qu'elle ait un vice inhérent à sa nature et susceptible de causer le dommage, l'article 1384 rattachant la responsabilité à la garde de la chose, non à la chose elle-même ;

D'où il suit qu'en statuant comme il l'a fait l'arrêt attaqué a interverti l'ordre légal de la preuve et violé le texte de loi susvisé ;

Par ces motifs,

CASSE

THEME n° 6 : LA RESPONSABILITE DU FAIT DES CHOSES (cause
d'exonération):

Commentaire d'arrêt:

- Civ., 2, 6 avril 1987, B., n° 86; D 1988, 32, note C. MOULY;
JCP 1987, II, 20828, note F. CHABAS; déf. 1987, 1136, obs. J.-L.
AUBERT; RTDCiv. 1987, 767, obs. J. HUET.

REPUBLIQUE FRANCAISE AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS
Sur le moyen unique, pris en sa seconde branche :

Vu l'article 1384, alinéa 1er, du Code civil ;

Attendu que le gardien de la chose instrument du dommage est
partiellement exonéré de sa responsabilité s'il prouve que la
faute de la victime a contribué au dommage ;

Attendu, selon l'arrêt confirmatif attaqué, que, s'étant rendu
sur un terrain appartenant à M. Y... où celui-ci était occupé à
abattre des arbres, M. X... fut blessé par la chute d'une branche
que M. Y... venait de couper à l'aide d'une tronçonneuse ; qu'il
a assigné en réparation M. Y... et son assureur, les Assurances
Mutuelles Agricoles Loire et Haute-Loire ; que la Caisse des
dépôts et consignations, gestionnaire de la Caisse Nationale de
Retraite des Agents des collectivités locales, est intervenue en
raison des prestations versées ;

Attendu que pour déclarer M. Y... entièrement responsable du
dommage en sa qualité de gardien, l'arrêt, après avoir relevé que
M. X..., auquel il avait été demandé à plusieurs reprises de
s'éloigner en raison du danger que présentait la chute des
branches, avait commis la faute de demeurer sur place, énonce que
cette faute n'avait été ni imprévisible, ni insurmontable pour M.
Y... ;

Qu'en statuant ainsi, la cour d'appel, qui n'a pas tiré de ses
énonciations les conséquences légales qu'elles comportaient, a
violé le texte susvisé ; PAR CES MOTIFS, et sans qu'il y ait lieu
de statuer sur la première branche du moyen :

CASSE ET ANNULE l'arrêt rendu le 21 juin 1985, entre les parties,
par la cour d'appel de Lyon ; remet, en conséquence, la cause et
les parties dans l'état où elles se trouvaient avant ledit arrêt
et, pour être fait droit, les renvoie devant la cour d'appel de
Riom

THEME n° 7 : LA RESPONSABILITE DU D'AUTRUI (principe général):

Commentaire d'arrêt:

- Ass. Pl. 29 mars 1991, D 1991, 324, note C. LARROUMET; JCP 1991, II, 21673, concl. DONTENWILLE, note J. GHESTIN; Déf. 1991, 729, obs. J.-L. AUBERT; RTDCiv. 1991, 312, obs. J. HAUSER et 541, obs. P. JOURDAIN.

Sur le moyen unique :

Attendu, selon l'arrêt confirmatif attaqué (Limoges, 23 mars 1989), que X..., handicapé mental, placé au Centre d'aide par le travail de Sornac, a mis le feu à une forêt appartenant aux conjoints X... ; que ceux-ci ont demandé à l'Association des centres éducatifs du Limousin, qui gère le centre de Sornac, et à son assureur, la réparation de leur préjudice ;

Attendu qu'il est fait grief à l'arrêt d'avoir condamné ces derniers à des dommages-intérêts par application de l'article 1384, alinéa 1er, du Code civil, alors qu'il n'y aurait de responsabilité du fait d'autrui que dans les cas prévus par la loi et que la cour d'appel n'aurait pas constaté à quel titre l'association devrait répondre du fait des personnes qui lui sont confiées ;

Mais attendu que l'arrêt relève que le centre géré par l'association était destiné à recevoir des personnes handicapées mentales encadrées dans un milieu protégé, et que X... était soumis à un régime comportant une totale liberté de circulation dans la journée ;

Qu'en l'état de ces constatations, d'où il résulte que l'association avait accepté la charge d'organiser et de contrôler, à titre permanent, le mode de vie de ce handicapé, la cour d'appel a décidé, à bon droit, qu'elle devait répondre de celui-ci au sens de l'article 1384, alinéa 1er, du Code civil, et qu'elle était tenue de réparer les dommages qu'il avait causés ; d'où il suit que le moyen n'est pas fondé ;

PAR CES MOTIFS :

REJETTE le pourvoi

THEME n° 8 : LA RESPONSABILITE DU FAIT D'AUTRUI (responsabilité
des père et mère):

Commentaire d'arrêt:

- Civ., 2, 19 fév. 1997, D 1997, 265, note P. JOURDAIN ; JCP
1997, II, 22848, note G. VINEY.

Attendu, selon l'arrêt attaqué (Bordeaux, 4 octobre 1994), qu'une collision est survenue le 24 mai 1989 entre une bicyclette conduite par Sébastien X..., âgé de 12 ans, et la motocyclette de M. Domingues ; que celui-ci, blessé, a demandé réparation de son préjudice à M. Jean-Claude X..., père de l'enfant, comme civilement responsable de celui-ci, et à son assureur, l'UAP ; que le Fonds de garantie automobile (FGA) est intervenu à l'instance ;

Sur le premier moyen : (sans intérêt) ;

Sur le deuxième moyen :

Attendu qu'il est fait grief à l'arrêt d'avoir retenu la responsabilité de M. X..., alors, selon le moyen, que la présomption de responsabilité des parents d'un enfant mineur prévue à l'article 1384, alinéa 4, du Code civil, peut être écartée non seulement en cas de force majeure ou de faute de la victime mais encore lorsque les parents rapportent la preuve de n'avoir pas commis de faute dans la surveillance ou l'éducation de l'enfant ; qu'en refusant de rechercher si M. X... justifiait n'avoir pas commis de défaut de surveillance au motif que seule la force majeure ou la faute de la victime pouvait l'exonérer de la responsabilité de plein droit qui pesait sur lui, la cour d'appel a violé l'article 1384, alinéa 4, du Code civil ;

Mais attendu que, l'arrêt ayant exactement énoncé que seule la force majeure ou la faute de la victime pouvait exonérer M. X... de la responsabilité de plein droit encourue du fait des dommages causés par son fils mineur habitant avec lui, la cour d'appel n'avait pas à rechercher l'existence d'un défaut de surveillance du père ;

D'où il suit que le moyen n'est pas fondé;

PAR CES MOTIFS : REJETTE le pourvoi.

THEME n° 9 : LA RESPONSABILITE DU FAIT D'AUTRUI (responsabilité des commettants):

Commentaire d'arrêt:

- Ass. Pl. 19 mai 1988, D 1988, 513, note LARROUMET; Gaz. Pal. 1988, 2, 640, concl. DORWLING-CARTER; Déf. 1988, 1097, obs. AUBERT; RTDCiv. 1989, 89, obs. JOURDAIN.

Sur le moyen unique, pris en ses deux branches :

Attendu, selon l'arrêt attaqué (Lyon, 24 mars 1987), rendu sur renvoi après cassation, que M. Y..., inspecteur départemental de la compagnie d'assurances " La Cité ", qui l'avait chargé de rechercher, par prospection à domicile, la conclusion de contrats de capitalisation par des particuliers, a fait souscrire à Mme X... différents titres et a détourné partiellement à son profit les sommes versées par celle-ci en contrepartie de la remise des titres ; qu'il a, sur l'action publique, été condamné par une décision correctionnelle ;

Attendu que la compagnie " La Cité " fait grief à l'arrêt de l'avoir, sur l'action civile, déclarée civilement responsable de son préposé Y..., alors que, d'une part, en se bornant à relever que " La Cité " avait tiré profit des souscriptions, la cour d'appel n'aurait pas caractérisé en quoi cette société devrait répondre des détournements opérés par son préposé, privant ainsi sa décision de base légale, et alors que, d'autre part, M. Y... n'aurait pas agi pour le compte et dans l'intérêt de la société " La Cité ", mais utilisé ses fonctions à des fins étrangères à celles que son employeur lui avait assignées, de sorte que la cour d'appel aurait violé l'article 1384, alinéa 5, du Code civil, et l'article 593 du Code de procédure pénale ;

Mais attendu que le commettant ne s'exonère de sa responsabilité que si son préposé a agi hors des fonctions auxquelles il était employé, sans autorisation, et à des fins étrangères à ses attributions ;

Et attendu que l'arrêt relève que M. Y..., en faisant souscrire à Mme X... des contrats de capitalisation, était dans l'exercice de ses fonctions et avait agi avec autorisation conformément à ses attributions ; que Mme X... avait la certitude qu'il agissait pour le compte de " La Cité ", laquelle avait, au surplus, régulièrement enregistré les souscriptions et en avait tiré profit ;

Que de ces énonciations, d'où il résulte que M. Y..., en détournant des fonds qui lui avaient été remis dans l'exercice de ses fonctions, ne s'était pas placé hors de celles-ci, la cour d'appel a exactement déduit que la société " La Cité " ne s'exonérait pas de sa responsabilité civile ;

D'où il suit que le moyen n'est pas fondé ;

PAR CES MOTIFS : REJETTE le pourvoi

THEME n° 10 : LA RESPONSABILITE: CAS PRATIQUE RECAPITULATIF:

Sujet d'annales (seules les dates ont été modifiées)

**UNIVERSITE DE MONTPELLIER – FACULTE DE DROIT ET SCIENCE
POLITIQUE**

L2, groupe A

Droit des obligations (2nd semestre: responsabilité)

Professeur Rémy CABRILLAC

1ère Session mai 2022

Matière donnant lieu à travaux dirigés

Durée: 3 heures

Document autorisé : Code civil Dalloz ou Lexisnexis

Traitez le cas pratiques suivants

Monsieur LEBLANC, 45 ans, artisan boulanger, vous demande conseil pour différents problèmes qu'il rencontre :

1) En janvier 2024, Monsieur LARCIN, le conseiller de la banque BPI avec qui il a l'habitude de faire le point chaque trimestre sur sa situation financière, lui propose un placement à 15% d'intérêts, en lui demandant de ne pas ébruiter cette proposition avantageuse qui serait réservée par la BPI à des clients privilégiés. Monsieur LEBLANC a décidé de confier immédiatement 20.000 euros d'économies à Monsieur LARCIN. Ne réussissant plus à joindre Monsieur LARCIN depuis début avril, il se décide à contacter la BPI qui l'informe que Monsieur LARCIN a démissionné de son poste depuis le 1er mars. Quels recours Monsieur LEBLANC peut-il avoir pour espérer récupérer ses 20.000 euros ?

2) En février 2026, Monsieur LEBLANC qui marche sur un trottoir en direction de son domicile n'a pas vu une trottinette électrique négligemment garée sur ce trottoir. Il la heurte, chute lourdement, déchire son beau costume Hugo Boss et se casse les deux jambes. Il est dans l'incapacité de se déplacer pendant quatre mois et est contraint de fermer son commerce pendant cette période, perdant ainsi toute sa clientèle. Sur quel fondement Monsieur LEBLANC pourra-t-il demander réparation et quels sont les différents dommages qui pourront être réparés ?

3) En avril 2026, son fils Paul, six ans, qu'il avait confié à un centre aéré gardant des enfants le mercredi après-midi, s'est disputé avec un camarade qui lui a cassé le poignet droit. Monsieur LEBLANC en est d'autant plus affecté que son fils est un petit prodige au piano et qu'il ne peut plus s'entraîner pendant six mois et ne pourra pas briguer le prix jeune espoir attribué par le Conseil régional, qui offre au lauréat deux ans

d'inscription gratuite aux cours du Conservatoire. Contre qui Monsieur LEBLANC pourra-t-il agir pour demander réparation et quels sont les différents dommages de Paul qui pourront être réparés ?